

Sommet de l'UA : vives réticences à l'envoi de troupes africaines au Burundi

@rib News, 30/01/2016 - Source AFP Les chefs d'Etat africains, réunis samedi en sommet à Addis Abeba, doivent se prononcer sur l'éventuel envoi au Burundi d'une force africaine de maintien de la paix pour y enrayer le cycle de violences, une option qui suscite de vives réticences. Le 26e sommet de l'Union africaine qui s'ouvre samedi dans la capitale éthiopienne est officiellement consacré aux droits de l'Homme mais, comme bien souvent, les crises du continent vont monopoliser les débats. [Photo : Communion de l'ouverture du 26^e Sommet ordinaire de l'Union Africaine, samedi à 30 janvier à Addis-Abeba]

Outre la crise au Burundi, les chefs d'Etat et de gouvernement se pencheront sur la difficile mise en oeuvre de l'accord de paix devant mettre fin à deux ans de guerre civile et d'atrocités au Soudan du Sud, les attaques jihadistes au Sahel et au Nigeria, l'instabilité politique en Libye et le processus électoral en cours en Centrafrique. Vendredi, jusque tard dans la nuit, le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine s'est réuni et n'a pas réussi en mesure de trouver un consensus sur l'envoi d'une force de 5.000 hommes au Burundi, dont le principe avait été décidé en décembre par le CPS avec le soutien de la présidente de la Commission de l'UA, Nkosazana Dlamini-Zuma. A la sortie de la réunion, le ministre burundais des Affaires étrangères Alain Aimé Nyamitwe a rappelé l'opposition farouche du président Pierre Nkurunziza à l'envoi de cette Mission africaine de prévention et de protection au Burundi (Maprobu), qu'il a promis de "combattre" comme "une force d'invasion et d'occupation". "A aucune condition nous ne sommes prêts pour cette force", a déclaré à la presse M. Nyamitwe. Le Burundi est plongé dans une crise politique majeure depuis fin avril et l'annonce de la candidature du président Pierre Nkurunziza à un 3e mandat controversé. Plus de 400 personnes ont été tuées depuis le début de la crise, qui a poussé à l'exil pas moins de 230.000 personnes, parmi lesquels de nombreux opposants, militants associatifs et journalistes. La capitale est désormais le théâtre de nombreuses exactions extrajudiciaires et les auteurs d'un coup d'Etat avorté en mai ont promis de renverser le gouvernement par les armes si nécessaire. "Nous avons décidé que cet envoi de force n'était pas justifié (...) parce que nous estimons que la situation au pays est sous contrôle du point de vue sécuritaire", a déclaré M. Nyamitwe, précisant que le Burundi n'était pas iso dans son refus. "Il n'y a pas que les Burundais qui sont réticents à cette idée" de déploiement, a ainsi déclaré le président gambien Yahya Jammeh, qui participait à la réunion. A la question: "Êtes-vous opposé au déploiement de force au Burundi", M. Jammeh a répondu: "sans l'accord du Burundi, oui". - Réticents à créer un précédent - Une majorité des deux-tiers est requise pour autoriser l'envoi de cette force. Mais l'absence de consensus lors de la réunion du CPS de vendredi, qui donne habituellement le "la" aux décisions des chefs d'Etat, laisse augurer de difficiles tractations sur ce déploiement. "En plus des efforts de lobbying du Burundi, de nombreux chefs d'Etat seront réticents à créer un précédent sur le déploiement de troupes de l'UA dans un pays qui s'y oppose clairement", a déclaré Yolande Bouka, chercheuse de l'Institut des Etudes de Sécurité (ISS), basé en Afrique du Sud. Le sommet de l'UA, qui doit débuter aux alentours de 08H00 GMT, sera également consacré aux attaques jihadistes dans la zone sahélienne, à la capacité de nuisance toujours aussi meurtrière de Boko Haram au Nigeria et dans les pays de la région du lac Tchad ainsi qu'à la difficile mise en oeuvre d'un accord de paix au Soudan du Sud. "De notre point de vue, la mise en oeuvre du processus de paix est toujours sur les rails" a ainsi assuré à Addis Abeba le représentant du président sud-soudanais Salva Kiir pour les pourparlers de paix. La situation au Soudan du Sud demeure toutefois très précaire et le conflit implique désormais de nombreux groupes armés qui ne se sentent pas forcés par l'accord de paix conclu en août 2015. Enfin, les chefs d'Etat du continent seront amenés, comme chaque année, à désigner le nouveau président de l'UA. Poste essentiellement honorifique, la présidence tournante doit revenir cette année à la région d'Afrique centrale et, selon des sources diplomatiques, le tchadien Idriss Déby est bien placé pour remplacer le zimbabwais Robert Mugabe.